



PRÉFET DE LA DRÔME

Direction départementale de la Protection
des Populations
Service protection de l'environnement

Valence, le 07 juillet 2011

Affaire suivie par : Valérie DELVAL
Tél. : 04-26-52-22-09
Fax : 04-26-52-21-62
Courriel : valerie.delval@drome.gouv.fr

**ARRETE PREFECTORAL n° 2011188-0016
DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

**AU TITRE D'UNE INSTALLATION CLASSÉE
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

APPLICABLES à la société Laboratoire SOLUTIO à ROMANS-SUR-ISERE

**Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et son article R.512-31 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 07-4076 du 2 août 2007, autorisant la société LABORATOIRE SOLUTIO à exploiter une fabrique industrielle de détergents et savons sur le territoire de la commune de Romans (26100) ;
- Vu la déclaration du 29 juillet 2010 de monsieur le Président de la société LABORATOIRE SOLUTIO informant monsieur le Préfet de la création, sur son site du Parc d'activités des Chasses à ROMANS, d'un nouveau bâtiment destiné à abriter deux nouvelles lignes de production ;
- Vu le rapport de l'inspection des installation classées du 13 avril 2011 ;
- Vu l'avis en date du 16 juin 2011 du CODERST ;
- Vu le courrier du 21 juin 2011 demandant à l'exploitant dans un délai de quinze jours, des observations à formuler sur le projet d'arrêté ;
- Vu le courrier du 22 juin 2011 par lequel le pétitionnaire donne son accord sur le projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que les nouvelles activités de production, d'acidifiant, de détergent de surface et de désinfectants sont du niveau de la déclaration administrative ;

CONSIDERANT qu'il convient cependant de modifier l'arrêté d'autorisation initiale pour acter cette nouvelle activité ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Drôme,

ARRÊTE

Article 1 :

Les articles de l'arrêté préfectoral n° 07-4076 du 2 août 2007, visés ci dessous, sont modifiés comme suit:

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau relatif aux installations et activités exercées est remplacé par le tableau ci dessous:

Désignation et référence des installations	Volume des activités	Rubrique	Régime AS, A, D
Détergents et savons (fabrication industrielle de ou à base de)	La capacité de production étant de 30 t/j	2630-a	A
Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations liquides) - formol 30 % - glutaraldehyde 50 %	La quantité totale (Q) susceptible d'être présente: - formol 10,8 t - glutaraldehyde 11,3 t Q = 22,1 t	1131-2-b	A
Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement - A- très toxiques pour les organismes aquatiques: - hypochlorite de sodium (javel) 48°	Quantité totale présente dans l'installation = 85,92 t	1172-3	D
Liquides inflammables (installation de remplissage de récipients mobiles)	Conditionneuse automatique de produits finis de catégorie B débit maximum = 14 m³/h	1434-1-b	D

Installations de mélange à froid de liquides inflammables	quantité totale équivalente présente = 20 t	1433-A-b	D
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés)	capacité équivalente = 48,1 m ³	1432-2-b	D
Emploi ou Stockage de lessives de soude ou potasse caustique: - hydroxyde de sodium (soude) 50% - hypochlorite de sodium (javel) 48°	Quantité totale présente dans l'installation = 125,63 t	1630-B-2	D
Autre installations de mélange de liquides inflammables (mélange à chaud)	quantité totale équivalente présente = 1 t (alcool isopropylique)	1433-B	NC
Emploi ou Stockage d'acides: - acide phosphorique 75 % - acide sulfurique 96 %	Quantité totale présente dans l'installation = 48,40 t	1611	NC
Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement - B- toxiques pour les organismes aquatiques	Quantité totale présente dans l'installation = 7,49 t	1173	NC
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles)	Volume 2900 m ³ quantité de matières combustibles = 29,34 t	1510	NC
Emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels	Quantité utilisée = 5kg/j	2640	NC
Stockage de produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères	Bidons/ fûts plastiques volume stocké = 380 m ³	2663-2	NC
Combustion	Chaudière au gaz naturel puissance thermique maximale = 315 kW	2910-A	NC
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale = 7,68 kW	2925	NC

Chapitre 1.7 - Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Le tableau du chapitre 1.7 est remplacé par le tableau ci dessous

Dates	Textes
02/02/1998	<u>Arrêté du 02 février 1998</u> relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
20/04/2005	Arrêté du 20 avril 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1433 (installations de mélange ou d'emploi de liquides inflammables).
13/07/1998	<u>Arrêté du 13 juillet 1998</u> relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1131 : toxiques (emploi ou stockage des substances et préparations).
15/01/08	Arrêté du 15/01/08 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
23/12/98	Arrêté du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1172 : Dangereux pour l'environnement, A - Très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances)
26/07/01	Arrêté du 26/07/01 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1630

Article 7.3.4 - Protection contre la foudre

Les 3 paragraphes de l'article 7.3.4 sont supprimés et remplacés par le paragraphe ci dessous.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées, sont applicables à l'ensemble de l'établissement.

Titre 8 – Prescriptions particulières

Il est inséré après le chapitre 8.1, le chapitre 8.2 et le chapitre 8.3 ci dessous:

Chapitre 8.2 – Installations d'emploi ou de stockage de lessives de soude ou de potasse caustique:

Article 8.2.1 - dispositions applicables

L'ensemble des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 26/07/01 relatif aux prescriptions générales visant les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1630, est applicable.

Article 8.2.2 - consigne particulière au quai d'expédition

Les produits finis acides et basiques ne pourront être présents en même temps au niveau du quai d'expédition

Chapitre 8.3 – Installations de stockage et d'emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement - A- très toxiques pour les organismes aquatiques (hypochlorite de sodium (javel) 48°)

L'ensemble des dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1172 : Dangereux pour l'environnement, A - Très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances) est applicable.

Article 2 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

Article 3 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun BP1135 38022 GRENOBLE Cedex 1) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée postérieurement à l'affichage du présent arrêté ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 - Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire qui devra toujours l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Un extrait de cet arrêté, énumérant toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, est affiché de façon visible et permanente dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Romans-sur-Isère et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Direction Départementale des Populations, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

Article 5 - Exécution et copie

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme, Monsieur le Maire de Romans-sur-Isère et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- le Maire de Romans-sur-Isère ;
- le Directeur Départemental des Territoires ;
- le Directeur de l'Agence Régionale de la Santé ;
- le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;
- le Chef du Service Interministériel Défense et Protection Civile ;
- le Directeur de l'Unité Territoriale de la Drôme de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi ;
- le Directeur Régional de la DREAL de Rhône-Alpes ;
- et à Monsieur le Président de la société Laboratoire SOLUTIO

Fait à Valence, le 7 JUL. 2011
Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,
La Secrétaire Générale



Charlotte LBCA